

## L'ENS et le «ni-ni» universitaire

[01 novembre 2005]

Le flirt entre les rêves du technocrate et les désirs de l'universitaire est souvent de nature à causer plus de dégâts collatéraux que n'importe quelle explosion nucléaire. Ainsi en témoigne l'idée de fusion entre l'Ecole normale supérieure d'Ulm et celle de Cachan, autrefois appelée Enset. Nicolas Baverez a brillamment dénoncé dans ces mêmes colonnes (Le Figaro ) ce projet absurde qui ne peut déboucher que sur la disparition d'une institution qui forma des esprits aussi divers que Péguy, Sartre, Aron, Nizan, d'Ormesson ou Bourdieu. Il est amusant de noter qu'au sens imagé, la fusion est une liquéfaction, une désagrégation, une dissolution. C'est bien la menace que fait peser aujourd'hui sur la Rue d'Ulm le document concocté par un quarteron de visionnaires malencontreusement myopes et presbytes.

Intitulé *L'Ecole normale supérieure change de périmètre*, le projet est actuellement sur le bureau de Jacques Chirac, et la décision devrait être prise à l'occasion du renouvellement de la direction de l'école. Sous couvert d'internationalisation et autres balivernes mal digérées (synthèse des forces pédagogiques, visibilité à l'international, etc.), nos entremetteurs, qui veulent marier la carpe et le lapin, promettent à la nouvelle entité un avenir radieux. Ils voient déjà la future ENS en haut de l'affiche des classements publiés par nos confrères anglo-saxons et asiatiques. C'est en fait un procédé habile pour enterrer d'un même coup les humanités classiques et une maison dont le plus grand tort est, pour parler comme Bourdieu, de produire de trop belles élites. Cette révolution qui n'en porte pas le nom survient à un moment où la planète entière s'interroge sur la meilleure manière de financer son enseignement supérieur. Mais personne ne jure plus que le «big» est forcément «beautiful». Au contraire. La qualité vient avant la quantité. De Londres à Shanghai, les patrons d'université dressent un constat identique. Quel que soit l'effort financier consenti par les pays, quelles que soient la notoriété et l'excellence des écoles, il faut trouver de nouvelles sources de financement.

Dans cette affaire, la France est mal logée. L'acte d'accusation est vite fait : la France est pingre, parce qu'elle consacre une part infime de son PIB à l'enseignement supérieur ; la France est médiocre, parce qu'à peine deux tiers des étudiants y obtiennent un diplôme ; la France est distancée, parce que seules quatre écoles figurent dans la botte des classements anglo-saxons ; enfin parce que l'enseignement français, bien que moins jacobin, est encore profondément étatique. La part du financement privé atteint douloureusement 9% chez nous, contre 25% en Espagne, 30% au Royaume-Uni, 55% au Japon et 67% aux Etats-Unis. Pis, l'Etat rechigne à mettre en oeuvre la fameuse réforme dite d'autonomie des universités et laisse du même coup s'installer un «ni-ni» universitaire. La nouvelle Ecole d'économie de Paris promise par Dominique de Villepin sera gérée par une fondation, tandis que le président de Paris-IV-Sorbonne a dû créer une association pour récolter des fonds privés.